Gouvernement du Canada | Government of Canada

Loi sur l'accès à l'information

Canada

© Ministre des Approvisionnements
et Services Canada, 1989
Nº de catalogue BT1-5/1989
ISBN 0-662-57059-6

Loi sur l'accès à l'information

Loi sur la protection des renseignements personnels

Second rapport annuel global du président du Conseil du Trésor
1988-1989

Direction de la politique administrative
Pratiques en matière de gestion
Secrétariat du Conseil du Trésor
Mars 1990

Table des matières

1. **Introduction** 5
2. **Rôle du président et du Secrétariat** 5
3. **Points à examiner et réalisations** 6
4. **Graphiques et tableaux** 8

Introduction

Voici le deuxième rapport annuel global du président du Conseil du Trésor sur l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels* (AIPRP) au sein du gouvernement du Canada.

Il résume l'expérience de toutes les institutions fédérales en vertu de ces deux lois et met l'accent sur les événements qui se sont produits du 1er avril 1988 au 31 mars 1989.

Ce document résulte d'une recommandation formulée le 31 mars 1987 par le Comité permanent de la Justice et du Solliciteur général dans son rapport intitulé : *Une question à deux volets : Comment améliorer le droit d'accès à l'information tout en renforçant les mesures de protection des renseignements personnels.* Dans son examen des deux lois, le Comité recommandait que « ...le Conseil du Trésor... prépare un rapport annuel global sur l'application des deux lois, d'après les rapports annuels reçus des institutions fédérales ». Dans sa réponse à ce rapport, intitulée *Accès et renseignements personnels : Les prochaines étapes*, le gouvernement convenait de le faire.

Depuis la promulgation des deux lois en 1983, chaque institution est tenue de présenter des rapports annuels au Parlement. Le présent rapport constitue un aperçu global de l'application des deux lois partout dans l'administration fédérale ainsi qu'un résumé des principales initiatives administratives pertinentes. Des graphiques et des tableaux viennent compléter le rapport.

Le rôle du président et du Secrétariat du Conseil du Trésor

Le président du Conseil du Trésor est le « ministre désigné » en matière d'application globale de la *Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels.*

Le ministre désigné a pour rôle de coordonner la mise en œuvre et l'application des lois à l'échelle du gouvernement, y compris la publication régulière de descriptions des registres détenus par les institutions gouvernementales.

Le Groupe des pratiques de la gestion de l'information de la Direction de la politique administrative du Secrétariat du Conseil du Trésor appuie le président du Conseil du Trésor dans l'exercice de ses fonctions à titre de ministre désigné.

La documentation qui a servi à la préparation de ce rapport a été obtenue des diverses fonctions de coordination du Secrétariat du Conseil du Trésor ou puisée dans les rapports statistiques présentés au Secrétariat et les rapports annuels préparés par les institutions à l'intention du Parlement.

Points à examiner et réalisations

Formation et perfectionnement Comme on a pu le constater dans le dernier rapport, un programme officiel de formation a été établi dans le domaine de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Au début de novembre 1989, 16 cours avaient été offerts à plus de 300 fonctionnaires. Douze autres cours sont prévus pour l'exercice se terminant le 31 mars 1990. Une série d'ateliers portant sur des questions particulières concernant l'AIPRP ont aussi été organisés. Au début de 1989, quelque 150 personnes avaient participé à quatre ateliers.

Ces initiatives ont pour but de sensibiliser davantage les ministères et organismes à la *Loi sur l'accès à l'information et à la Loi sur la protection des renseignements personnels*, comme le gouvernement s'y était engagé dans le rapport intitulé *Accès et renseignements personnels : Les prochaines étapes*. La réaction des ministères et des organismes a été très positive, ce qui a amené la Commission de la fonction publique à prévoir des cours additionnels.

Le Secrétariat du Conseil du Trésor continuera de renforcer ses activités de formation et de perfectionnement dans le domaine de l'AIPRP. Plus précisément, il accordera la priorité aux cours que les ministères et organismes offriront en sus de ceux offerts par les organismes centraux. En outre, les cours et les aides didactiques seront restructurés de manière à mieux renseigner les gestionnaires axiaux travaillant sur le terrain au sujet des lois et des politiques sur l'AIPRP.

Publications ayant trait à l'AIPRP Comme l'exige les deux lois, le Conseil du Trésor publie chaque année le *Registre d'accès*, le *Répertoire des renseignements personnels* et deux numéros du *Bulletin*. Ces publications renferment des renseignements sur l'organisation, les responsabilités, les programmes et les fonctions des institutions fédérales et sur les renseignements qu'elles détiennent. Des améliorations ont été apportées à la présentation et à la conception des éditions de 1989-1990 afin d'en faciliter la consultation. Le Secrétariat du Conseil du Trésor envoie à l'heure actuelle des jeux de publications à environ 7 500 endroits partout au Canada, y compris dans les bibliothèques publiques et les bibliothèques universitaires, les bureaux de circonscription des députés, certains bureaux de poste et d'autres bureaux du gouvernement fédéral et des administrations provinciales et municipales. Cette diffusion à grande échelle vise à faciliter autant que possible l'accès du public aux renseignements détenus par les institutions fédérales.

Un projet a été entrepris en vue de créer une base de données unique capable de produire une large gamme de publications sur les organisations, programmes, services et documents du gouvernement qui s'adresseraient à divers groupes d'utilisateurs. L'accès par sujet serait amélioré afin qu'il soit plus facile pour le public de présenter des demandes de renseignements tant officielles qu'officieuses. On espère éventuellement créer un système informatisé complet de renseignements destinés au public auquel les ministères et organismes auraient également accès.

Coût de l'application de la Loi sur l'accès à l'information Des droits totalisant 90 453 $ ont été perçus au cours de l'exercice 1988-1989 relativement aux demandes d'accès, soit moins de 2 p. 100 du coût total déclaré des 8 466 demandes d'accès qui ont été traitées. L'une des principales raisons de ce faible taux de recouvrement des coûts est l'incapacité des institutions d'exiger des frais pour le temps consacré à l'étude des documents devant être divulgués en vertu de la Loi. Elles ont déclaré avoir utilisé au total 254 années-personnes pour le traitement des demandes en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. Ce chiffre n'inclut pas, cependant, le temps consacré à l'examen des dossiers par le personnel d'autres sous-sections que celles de l'AIPRP.

Une nouvelle étude effectuée à la demande du Secrétariat du Conseil du Trésor a confirmé que les institutions fédérales ne déclaraient qu'un tiers du coût réel du traitement des demandes d'accès. Selon cette étude menée par le Bureau des

conseillers en gestion à partir d'un échantillon de 20 institutions, le coût total du traitement des demandes d'accès à l'échelle de l'administration fédérale (main-d'œuvre et frais généraux) pendant l'exercice 1988-1989 devrait atteindre environ 12,7 millions de dollars pour 8 466 demandes dûment traitées. Les coûts effectivement déclarés par les institutions pour cette même période sont de 4,6 millions de dollars. (Ce rapport entre les coûts déclarés et les coûts non déclarés, soit 37 p. 100 par rapport à 63 p. 100, est à peu près le même que celui observé dans une étude menée en 1987.) La répartition des coûts réels par type d'activité en 1988-1989 est la suivante : accusés de réception et recherches : 330 000 $ (2,5 p. 100); étude des dossiers et consultations : 9,73 millions de dollars (77 p. 100); préparation et communication des documents : 2,64 millions de dollars (20,5 p. 100).

Protection des renseignements personnels À l'automne de 1989, le Conseil du Trésor a approuvé la publication de normes de sécurité sous forme d'appendices de la Politique du gouvernement en matière de sécurité. Celles-ci portent notamment sur la protection des « renseignements personnels de nature particulièrement délicate » et visent à assurer une protection adéquate pour ce genre de renseignements. Les normes de sécurité exposent les mesures nécessaires pour protéger tous les types de renseignements de nature délicate et indiquent qui peut y avoir accès et comment ils doivent être emmagasinés et transmis. (Le terme « sécurité » est défini dans la politique elle-même, où l'on fait mention des diverses dispositions d'exemption et d'exclusion de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.) L'établissement de ces nouvelles normes découle de l'engagement du gouvernement de renforcer les mesures visant à protéger les renseignements personnels, en réponse aux préoccupations du comité parlementaire.

Consultation du Commissaire à la protection de la vie privée En vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le gouvernement a des obligations et des responsabilités particulières en ce qui concerne les renseignements personnels qu'il recueille ou obtient des particuliers. Il reconnaît que le Commissaire à la protection de la vie privée est tout désigné pour prodiguer des conseils aux institutions à propos de la protection des données. En conséquence, le gouvernement a précisé dans le *Rapport de mise en œuvre numéro 13 de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels*, daté du 31 août 1988, que toutes les institutions demandent au Commissaire à la protection de la vie privée d'examiner et de commenter de façon officieuse les mesures proposées concernant le traitement des renseignements personnels. Les institutions devront donc établir des mécanismes pour examiner au préalable avec le Commissariat à la protection de la vie privée les mesures législatives ou les politiques envisagées qui pourraient avoir une incidence sur la vie privée des particuliers.

Graphiques et tableaux

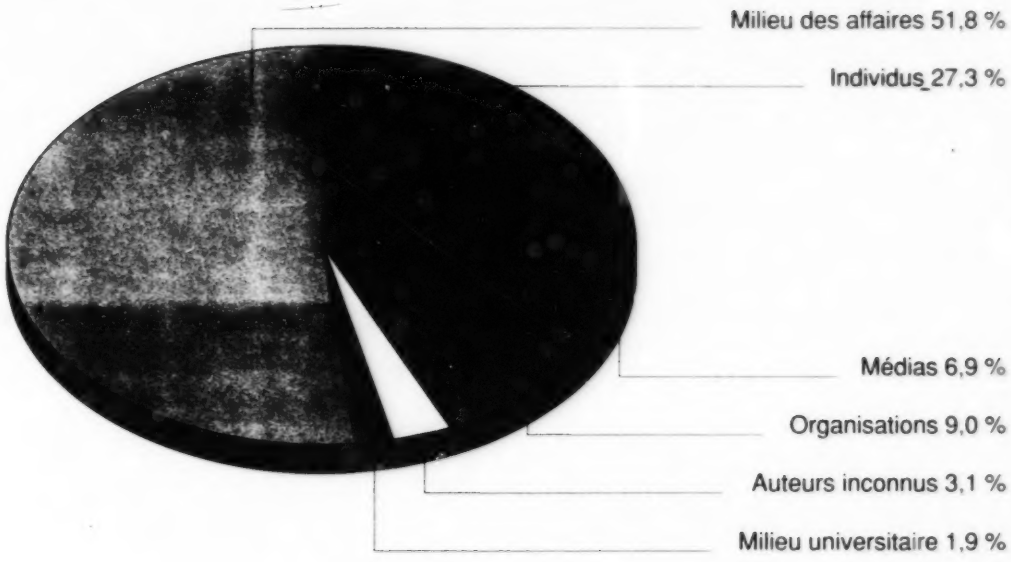
Traitement des demandes d'accès à l'information de 1984-1985 à 1988-1989
(les pourcentages sont indiqués entre parentheses)

	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	Total*
Demandes reçues	2,229	3,607	5,450	7,301	8,853	28,953
Demandes traitées	2,119	3,550	4,991	5,866	8,466	26,278
	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)
Traitement						
divulgation totale	899	1,314	1,638	1,698	2,297	8,342
	(42.4)	(37.0)	(32.8)	(28.9)	(27.1)	(31.7)
divulgation partielle	531	1,036	1,803	2,012	2,776	8,410
	(25.1)	(29.2)	(36.1)	(34.3)	(32.8)	(32.0)
traitement officieux	s.o.	161	253	844	1,380	2,638
		(4.5)	(5.1)	(14.4)	(16.3)	(10.0)
sans communication de documents						
ayant fait l'objet d'une exception	154	204	225	225	198	1,101
	(7.3)	(5.7)	(4.5)	(3.8)	(2.3)	(4.2)
ayant fait l'objet d'une exclusion	36	44	59	38	51	259
	(1.6)	(1.2)	(1.2)	(0.6)	(0.6)	(1.0)
n'ayant pu être traitées **	500	794	1,014	1,050	1,764	5,740
	(23.6)	(22.4)	(20.3)	(17.9)	(20.8)	(21.8)

* Depuis 1983

** En raison notamment d'un manque d'information, du désistement de l'auteur de la demande et de l'indisponibilité du document

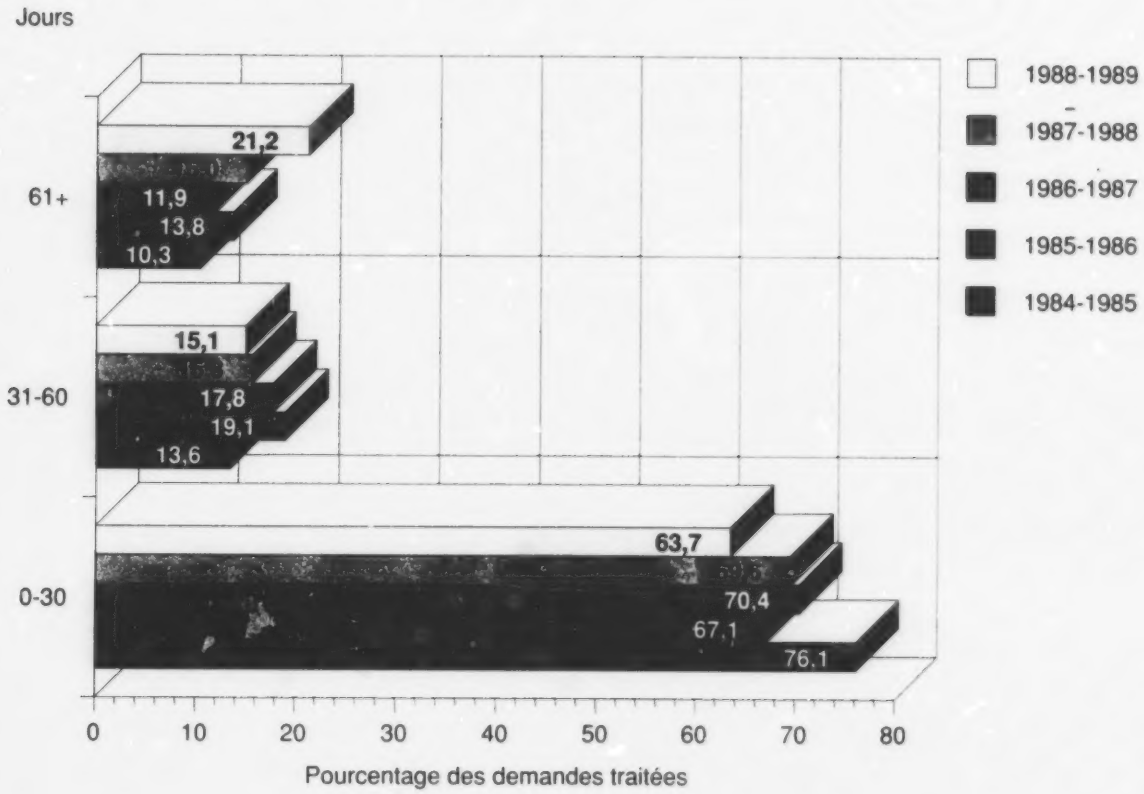
Provenance des demandes d'accès à l'information, 1988-1989



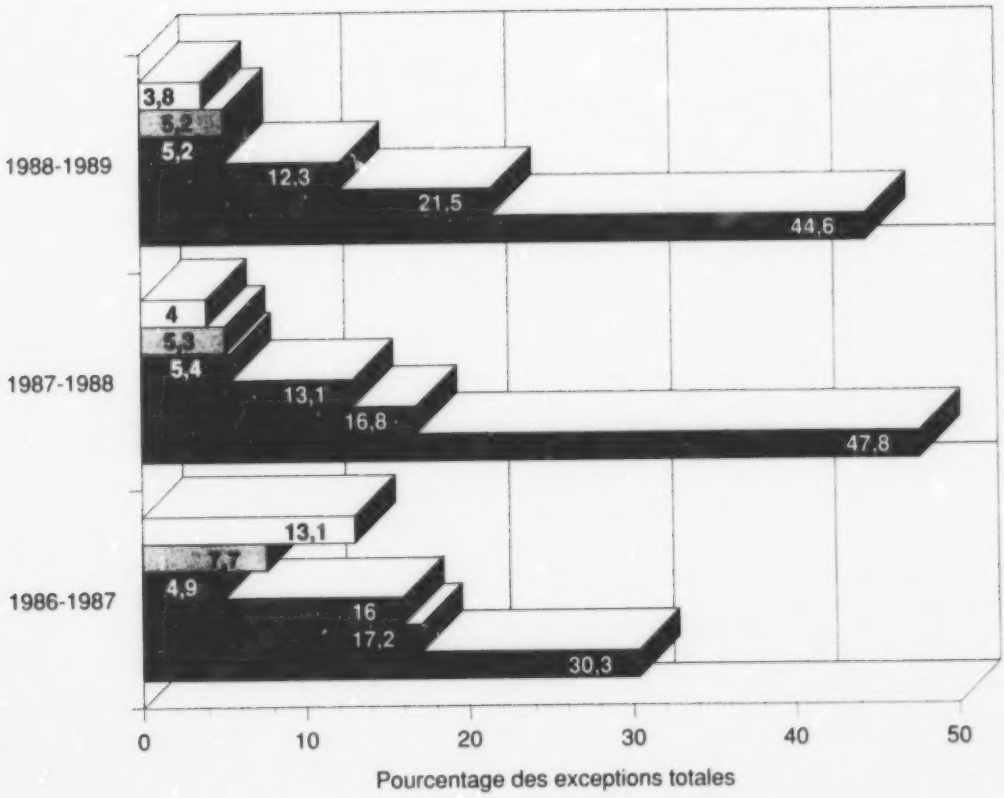
Les dix institutions ayant reçu le plus de demandes d'accès à l'information en 1988-1989 par rapport au classement de 1987-1988

		Demandes reçues	Total procentuel	Pourcentage cumulatif	Classement en 1987-1988
1	Approvisionnements et Services	2,381	26.9	26.9	1
2	Revenu Canada (Impôt)	1,625	18.4	45.3	2
3	Archives nationales	596	6.7	52.0	3
4	Santé et Bien-être	481	5.4	57.4	7
5	Défense nationale	425	4.8	62.2	4
6	Emploi et Immigration	273	3.1	65.3	6
7	Justice	265	3.0	68.3	5
8	Affaires extérieures	257	2.9	71.2	8
9	Gendarmerie royale du Canada	199	2.2	73.4	9
10	Services correctionnels	176	2.0	75.4	24

Temps necessaire pour traiter les demandes d acces a l information de 1984-1985 a 1988-1989



Les six exceptions a la Loi sur l'acces a l'information invoquees le plus souvent de 1986-1987 a 1988-1989



Frais et redevances des opérations liées à la Loi sur l'accès à l'information par exercice financier de 1984-1985 à 1988-1989

	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	Total*
Demandes traitées	2,119	3,550	4,991	5,866	8,466	26,278
Total des frais des opérations **	$3,613.27	$4,197.399	$4,005.145	$3,985.867	$5,452.980	$23,805.957
Coût par demande traitée	$1,705	$1.182	$802	$679	$644	$906
Total des redevances perçues	$27,606	$39,951	$58,666	$63,387	$90,453	$295,307
Redevance perçue par demande traitée	$13.03	$11.25	$11.75	$10.81	$10.68	$11.24
Total des redevances exonérées	$7,802	$14,520	$21,505	$32,373	$28,150	$115,702
Redevances exonérées par demande traitée	$3.68	$4.09	$4.31	$5.52	$3.33	$4.40

* Depuis 1983

** En général, ne comprend que les frais directs. Le temps élevé qui est consacré hors des bureaux des coordonnateurs, en particulier pour l'examen de documents, n'est pas pris en compte par les institutions

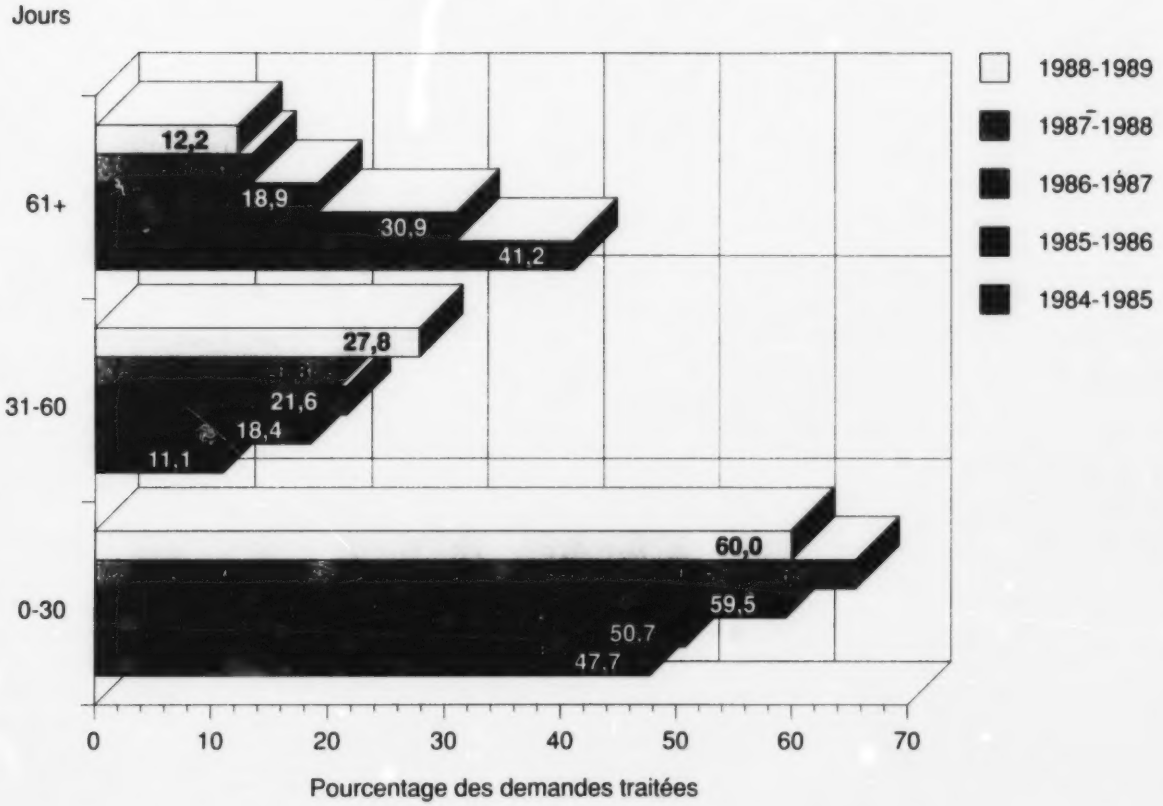
Traitement des demandes de renseignements personnels par exercice financier de 1984-1985 à 1988-1989 (les pourcentages sont indiqués entre parenthèses)

	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	Total*
Demandes reçues	27,547	38,606	42,292	49,626	- 59,631	234,811
Demandes traitées	24,951	39,585	44,621	47,963	56,256	226,927
	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)
Traitement						
divulgation totale	14,768	27,249	28,571	31,202	36,043	146,210
	(59.2)	(68.8)	(64.0)	(65.1)	(64.1)	(64.4)
divulgation partielle	5,898	7,298	10,551	10,760	12,155	49,050
	(23.6)	(18.4)	(23.6)	(22.4)	(21.6)	(21.6)
sans communication de documents						
ayant fait l'objet d'une exception	710	495	194	206	208	2,325
	(2.8)	(1.3)	(0.4)	(0.4)	(0.4)	(1.0)
ayant fait l'objet d'une exclusion	2	0	7	6	2	18
	(0.0)	(0.0)	(0.0)	(0.0)	(0.0)	(0.0)
n'ayant pu être traitées **	3,573	4,543	5,298	5,828	7,848	29,367
	(14.3)	(11.5)	(11.8)	(12.2)	(14.0)	(12.9)

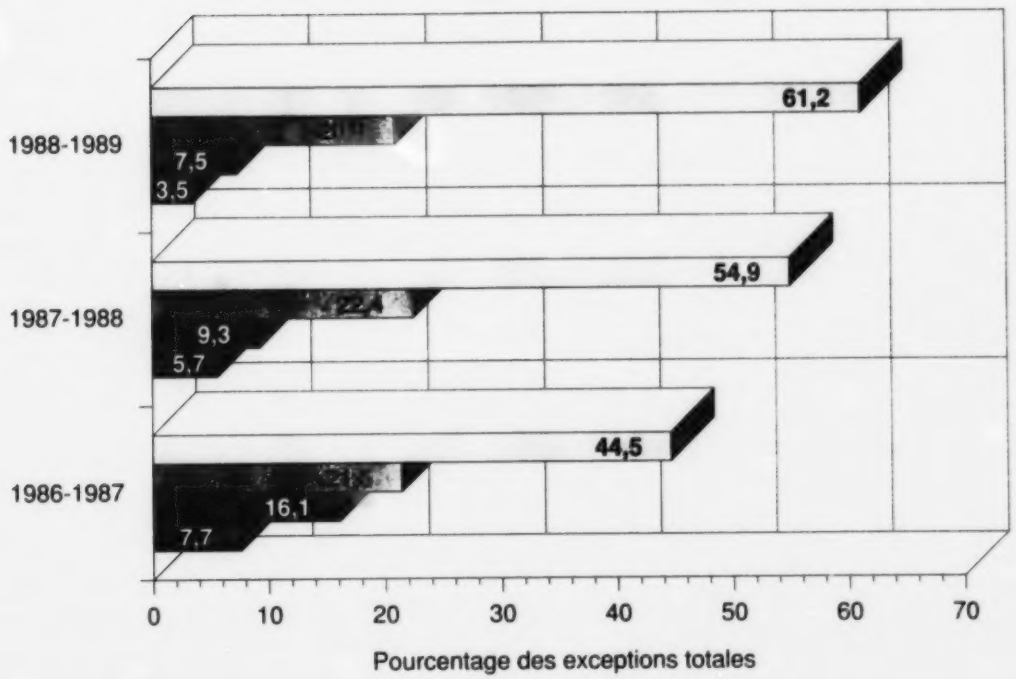
* Depuis 1983

** En raison notamment d'un manque d'information, du désistement de l'auteur de la demande et de l'indisponibilité du document

Temps requis pour traiter les demandes de renseignements personnels, 1984-1985 à 1988-1989



Exceptions à la Loi sur les renseignements personnels utilisées le plus fréquemment (les quatre premières) au cours des trois dernières années



Articles prévoyant les exceptions

- 26 - Renseignements concernant un autre individu
- 19 - Renseignements personnels obtenus à titre confidentiel
- 22 - Enquêtes
- 24 - Individus condamnés pour une infraction

Les cinq institutions ayant reçu le plus de demandes de renseignements personnels en 1988-1989 par rapport au classement de 1987-1988

		Demandes reçues	Total procentuel	Pourcentage cumulatif	Classement en 1987-1988
1	Défense nationale	27,660	46.4	46.4	1
2	Service correctionnel	12,376	20.8	67.2	2
3	Archives nationales	8,376	14.0	81.2	3
4	Gendarmerie royale du Canada	3,898	6.5	87.7	4
5	Emploi et Immigration	2,472	4.1	91.8	5

Frais des opérations liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels par exercice financier, de 1984-1985 à 1988-1989

	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	Total*
Demandes traitées	24,951	39,585	44,621	47,963	56,256	226,927
Total des frais des opérations**	$4,796,866	$4,741,068	$4,738,415	$3,921,096	$5,846,134	$27,839,000
Frais par demande traitée	$192	$120	$106	$82	$104	$123

* Depuis 1983

** En général, ne comprend que les frais directs

Government of Canada | Gouvernement du Canada

Access to Information Act

Privacy

Annual Report 1988-89

Canada

90-06608/

© Minister of Supply
and Services Canada, 1989
Catalogue No. BT1-5/1989
ISBN 0-662-57059-6

Access to Information Act

Privacy Act

Second Consolidated
Annual Report
by the President of the
Treasury Board
1988-89

Administrative Policy Branch
Information Management Practices
Treasury Board Secretariat
March 1990

Table of Contents

1. Introduction 5
2. Role of the President and Secretariat 5
3. Issues and Accomplishments 6
4. Charts and Tables 8

Introduction

This is the second consolidated annual report of the President of the Treasury Board on the administration of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act* (ATIP) within the Government of Canada.

It summarizes the experiences of all federal institutions under both Acts, with an emphasis on events occurring between April 1, 1988, and March 31, 1989.

This document results from a recommendation in the March 31, 1987, report of the Standing Committee on Justice and Solicitor General entitled *Open and Shut: Enhancing the Right to Know and the Right to Privacy.* The committee, in its review of the legislation, recommended that "...the Treasury Board... prepare Consolidated Annual Reports on the administration of the legislation, based on Annual Reports received from government institutions". In its response to the report, entitled *Access and Privacy: The Steps Ahead*, the government agreed to do so.

Since the 1983 proclamation of both Acts, individual institutions have been required to submit annual reports to Parliament. This report is a consolidated overview of the operation of both Acts across government and a summary of major administrative initiatives related to the legislation. Charts and tables complete this report.

The Role of the President and Secretariat of the Treasury Board

The President of the Treasury Board is the "designated Minister" for the overall administration of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act.*

The designated Minister co-ordinates the implementation and administration of the legislation across the government, including the regular publishing of descriptions of the records held by government institutions.

The Information Management Practices Group in the Administrative Policy Branch of the Treasury Board Secretariat supports the President of the Treasury Board in carrying out these duties.

The material for this report was obtained through the various co-ordinating functions of the Treasury Board Secretariat, the statistical reports submitted to the Secretariat and the annual reports prepared by institutions for Parliament.

Issues and Accomplishments

Training and Development A formal program of Access to Information and Privacy training courses was established as described in the last report. Sixteen courses were conducted with the participation of over 300 public servants by the beginning of November 1989. Twelve more courses are scheduled for the fiscal year ending March 31, 1990. A series of workshops focusing on specific issues under the ATIP legislation was also initiated. By early 1989, four workshops with some 150 participants, had been held.

These initiatives are central to the government's commitment to strengthen knowledge and awareness in departments and agencies about the *Access to Information and Privacy Acts*, as set out in *Access and Privacy: The Steps Ahead*. The response from departments and agencies has been very positive, with the result that additional courses are being scheduled by the Public Service Commission.

The Treasury Board Secretariat will continue to strengthen its ATIP training and development activities. Specifically, priority will be given to conducting courses within departments and agencies to further complement the courses offered by central agencies. In addition, course designs and materials are being restructured to meet the needs of line managers in the field for information about the legislation and policies.

ATIP Publications The *Access Register*, the *Personal Information Index* and two issues of the *Bulletin* are published annually by the Treasury Board as required by the Acts. These publications provide information about the organization, responsibilities, programs, functions and information holdings of federal government institutions. The 1989-90 editions incorporate format and design improvements to make them easier for the public to use. The Treasury Board Secretariat currently distributes sets of the publications to approximately 7,500 locations across Canada, including public and academic libraries, constituency offices of Members of Parliament, selected post offices and other federal, provincial and municipal offices. The purpose of this widespread distribution is to make it as easy as possible for the public to have access to government information.

A project is under way to develop a single database capable of producing a variety of publications about government organizations, programs, services and information holdings geared to different audiences. All products would have enhanced subject access to assist the public in making both formal and informal requests for information. It is anticipated that this would evolve into a fully computerized public enquiry system to which departments and agencies would also have access.

Access to Information Act Costs Fees for Access requests totalling $90,453 were collected in the 1988-89 fiscal year. This was less than two per cent of the total reported cost of Access operations covering 8,466 completed Access requests. A major factor in this low rate of cost recovery is the inability of institutions to charge for the time involved in reviewing records for release under the Act. They reported a total of 254 person-years used in processing Access and Privacy requests. This, however, does not include time spent reviewing records by staff outside of ATIP units.

A new study commissioned by the Treasury Board Secretariat has confirmed that federal institutions report only one-third of their actual costs of processing Access requests. The study, conducted by the Bureau of Management Consulting using a sample of 20 institutions, projected the total government-wide cost of processing Access requests (labour and overhead) in the 1988-89 fiscal year at about $12.7 million covering 8,466 completed requests. For the same period, institutions actually reported costs of $4.6 million. (Approximately the same ratio between reported and unreported costs — 37 per cent versus 63 per cent — was observed in a 1987 study). The breakdown of actual costs by type of activity during 1988-89 was: acknowledgment and research $330,000 (2.5 per cent); review of files and consultations $9.73 million (77.0 per cent); and editing and release of records $2.64 million (20.5 per cent).

Security of Personal Information In the fall of 1989, Treasury Board approved publication of Security Standards in the form of appendices to the Government Security Policy. These include standards for the protection of "particularly sensitive personal information", to ensure that such information receives protection that is appropriate to its sensitivity. The Security Standards describe the measures required to protect all types of sensitive information — who may see it, and how it should be stored and transmitted. ("Security" is defined in the Security Policy itself with reference to the various exemption and exclusion provisions of the *Access to Information* and *Privacy Acts*). The new standards reflect the government's commitment to the strengthening of protective measures for personal information in response to the concerns of the parliamentary committee.

Consultation with Privacy Commissioner Under the *Privacy Act*, the government has a special position of trust and accountability for personal information that it collects or obtains from individuals. The government recognizes that the Privacy Commissioner is well suited to offer advice to institutions on data-protection issues. Therefore, the government directed in *Access to Information and Privacy Implementation Report Number 13*, dated August 31, 1988, that all institutions ask the Privacy Commissioner to review and comment informally on proposed measures to handle personal information. This emphasizes the need for institutions to set up mechanisms to discuss legislation or policy that may affect the privacy of individuals with the Office of the Privacy Commissioner before it is finalized.

Charts and Tables

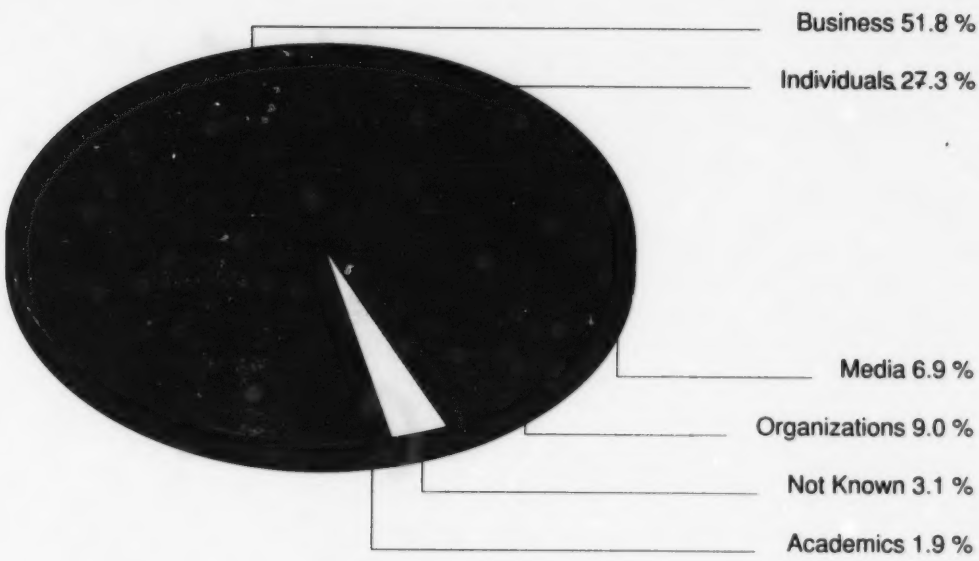
Disposition of Access to Information Requests by Fiscal Year 1984 85 to 1988 89 (Per cent in brackets)

	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	Total*
Requests received	2,229	3,607	5,450	7,301	8,853	28,953
Requests completed	2,119	3,550	4,991	5,866	8,466	26,278
	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)	(100.0)
Disposition						
all disclosed	899	1,314	1,638	1,698	2,297	8,342
	(42.4)	(37.0)	(32.8)	(28.9)	(27.1)	(31.7)
some disclosed	531	1,036	1,803	2,012	2,776	8,410
	(25.1)	(29.2)	(36.1)	(34.3)	(32.8)	(32.0)
treated informally	na	161	253	844	1,380	2,638
		(4.5)	(5.1)	(14.4)	(16.3)	(10.0)
no record disclosed						
exempted	154	204	225	225	198	1,101
	(7.3)	(5.7)	(4.5)	(3.8)	(2.3)	(4.2)
excluded	36	44	59	38	51	259
	(1.6)	(1.2)	(1.2)	(0.6)	(0.6)	(1.0)
could not be processed **	500	794	1,014	1,050	1,764	5,740
	(23.6)	(22.4)	(20.3)	(17.9)	(20.8)	(21.8)

* Since 1983

** Reasons include lack of information, abandonment by the applicant and unavailability of the record

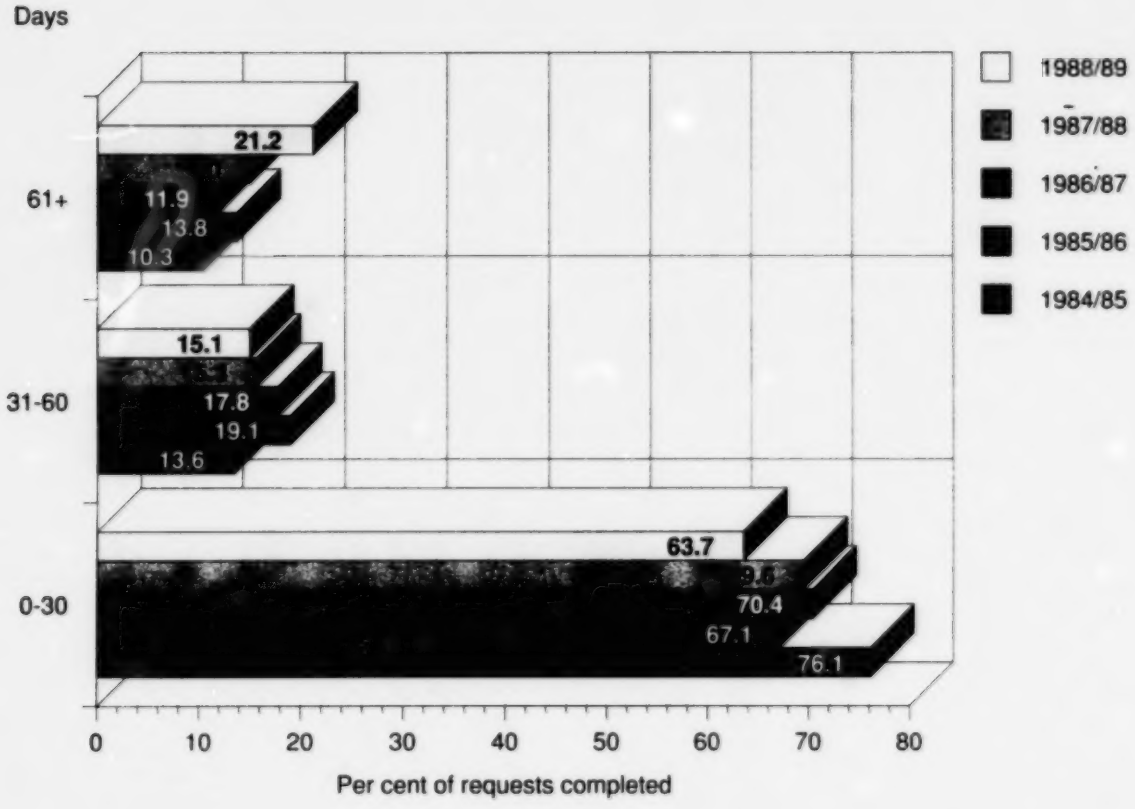
Source of Access to Information Requests.
1988 89



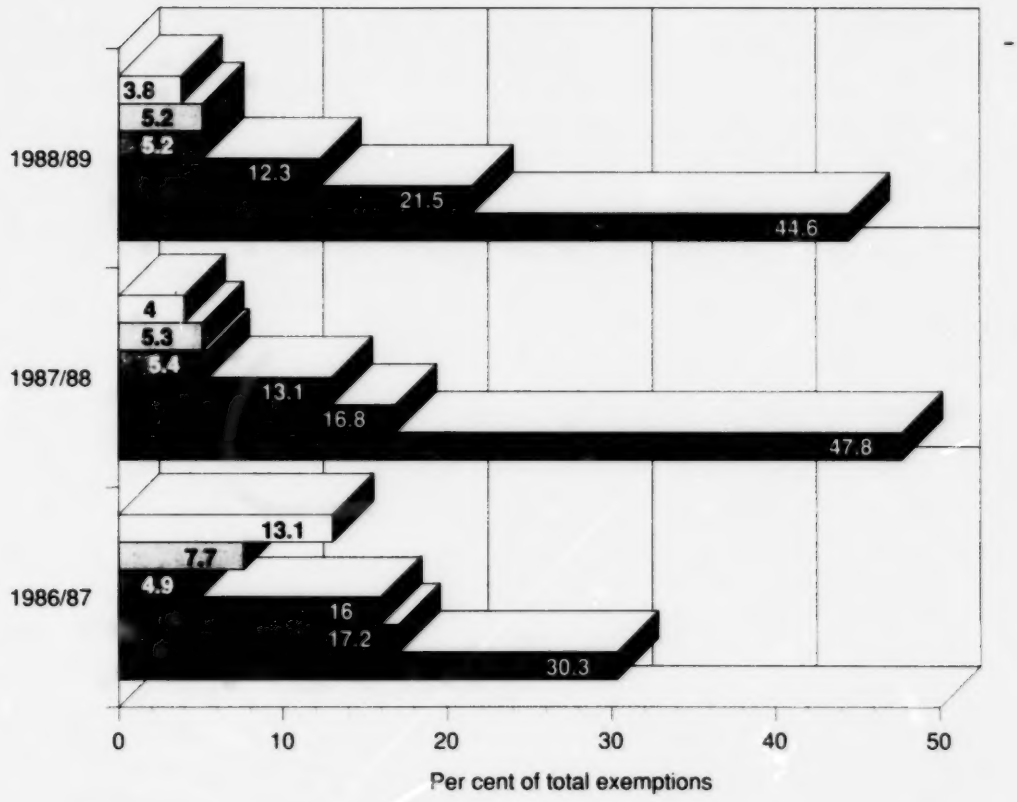
Ten Institutions With Most Access to Information Requests for Fiscal Year 1988 89 Compared to Rank in 1987 88

		Requests received	Per cent total	Cumulative per cent	Rank in 1987/88
1	Supply and Services	2,381	26.9	26.9	1
2	Revenue Canada Taxation	1,625	18.4	45.3	2
3	National Archives	596	6.7	52.0	3
4	National Health and Welfare	481	5.4	57.4	7
5	National Defence	425	4.8	62.2	4
6	Employment and Immigration	273	3.1	65.3	6
7	Justice	265	3.0	68.3	5
8	External Affairs	257	2.9	71.2	8
9	Royal Canadian Mounted Police	199	2.2	73.4	9
10	Correctional Service	176	2.0	75.4	24

Time Required to Complete Access to Information Requests
1984 85 to 1988 89



Access to Information Act Exemptions Used Most Frequently (Top Six) 1986 87 to 1988 89 (Most Recent Three Years)



Exemptions Sections of the ATI Act

- 13 - Information obtained in confidence
- 15 - International affairs and defence
- 16 - Law enforcement and investigations
- 21 - Operations of government
- 19 - Personal information
- 20 - Third-party information

Costs and Fees for Access to Information Operations by Fiscal Year 1984 85 to 1988 89

	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	Total*
Requests completed	2,119	3,550	4,991	5,866	8,466	26,278
Total cost of operations**	$3,613,275	$4,197,399	$4,005,145	$3,985,867	$5,452,980	$23,805,957
Cost per request completed	$1,705	$1,182	$802	$679	$644	$906
Total fees collected	$27,606	$39,951	$58,666	$63,387	$90,453	$295,307
Fees collected per request completed	$13.03	$11.25	$11.75	$10.81	$10.68	$11.24
Total fees waived	$7,802	$14,520	$21,505	$32,373	$28,150	$115,702
Fees waived per request completed	$3.68	$4.09	$4.31	$5.52	$3.33	$4.40

* Since 1983

** Reported costs only. Considerable time spent outside Co-ordinators' offices, particularly in reviewing documents, is not reported by institutions

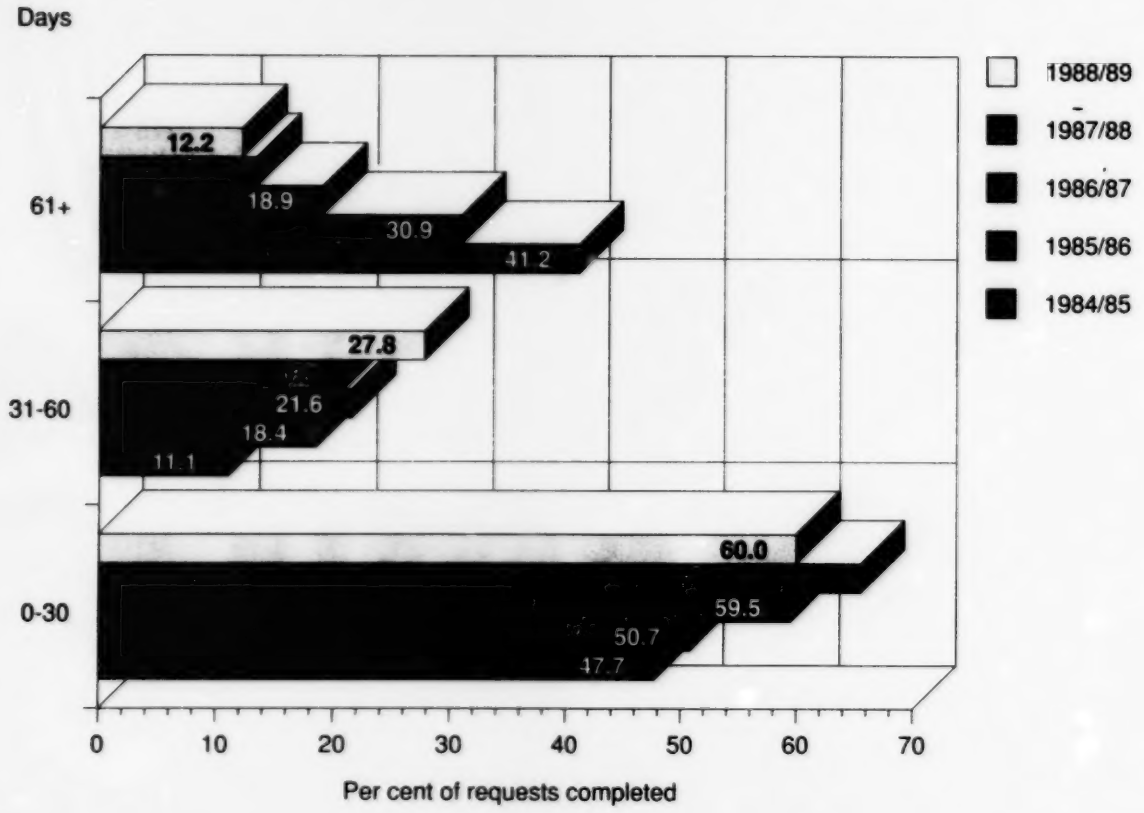
Disposition of Privacy Requests by Fiscal Year 1984 85 to 1988 89

	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	Total*
Requests received	27,547	38,606	42,292	49,626	59,631	234,811
Requests completed	24,951 (100.0)	39,585 (100.0)	44,621 (100.0)	47,963 (100.0)	56,256 (100.0)	226,927 (100.0)
Disposition						
all disclosed	14,768 (59.2)	27,249 (68.8)	28,571 (64.0)	31,202 (65.1)	36,043 (64.1)	146,210 (64.4)
some disclosed	5,898 (23.6)	7,298 (18.4)	10,551 (23.6)	10,760 (22.4)	12,155 (21.6)	49,050 (21.6)
no records disclosed						
exempted	710 (2.8)	495 (1.3)	194 (0.4)	206 (0.4)	208 (0.4)	2,325 (1.0)
excluded	2 (0.0)	0 (0.0)	7 (0.0)	6 (0.0)	2 (0.0)	18 (0.0)
could not be processed**	3,573 (14.3)	4,543 (11.5)	5,298 (11.8)	5,828 (12.2)	7,848 (14.0)	29,367 (12.9)

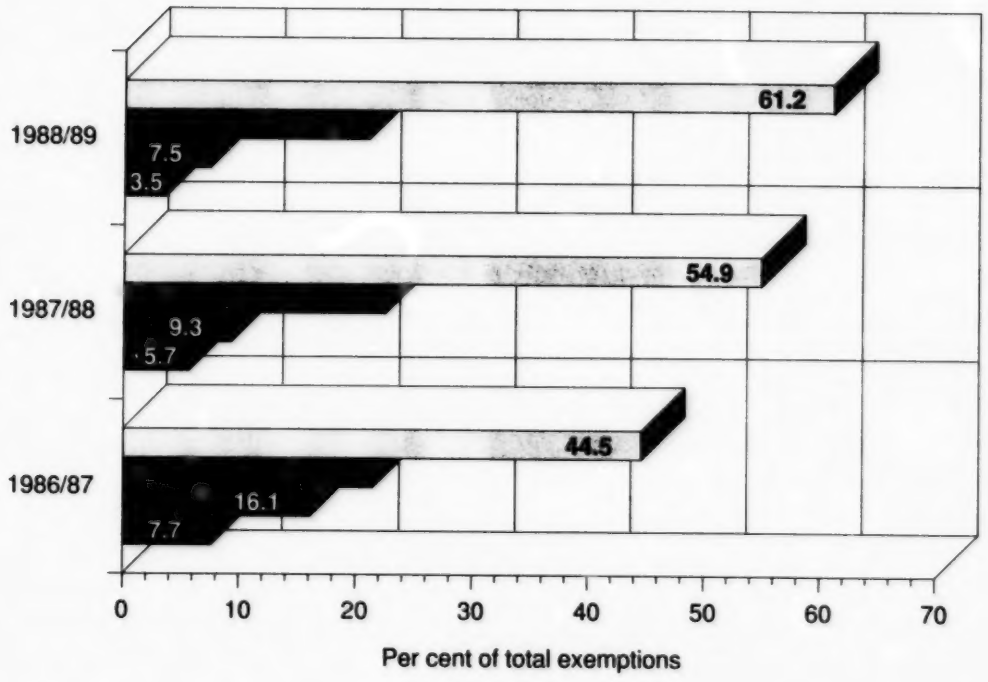
* Since 1983

** Reasons include lack of information, abandonment by the applicant and unavailability of the record

Time Required to Complete Privacy Requests: 1984 85 to 1988 89



Privacy Act Exemptions Used Most Frequently (Top Four) 1986 87 to 1988 89 (Most Recent Three Years)



Exemption Sections of the Privacy Act

- 26 - Information about another individual
- 19 - Personal information obtained in confidence
- 22 - Law enforcement and investigation
- 24 - Individuals sentenced for an offence

Five Institutions with Most Privacy Requests for Fiscal Year 1988 89 Compared to Rank in 1987 88

		Requests Received	Per cent Total	Cumulative Per cent	Rank in 1987/88
1	National Defence	27,660	46.4	46.4	– 1
2	Correctional Service	12,376	20.8	67.2	. 2
3	National Archives	8,376	14.0	81.2	3
4	Royal Canadian Mounted Police	3,898	6.5	87.7	4
5	Employment and Immigration	2,472	4.1	91.8	5

Costs of Privacy Operations by Fiscal Year 1984 85 to 1988 89

	1984/85	1985/86	1986/87	1987/88	1988/89	Total*
Requests completed	24,951	39,585	44,621	47,963	56,256	226,927
Total cost of operations**	$4,796,866	$4,741,068	$4,738,415	$3,921,096	$5,846,134	$27,839,000
Cost per request	$192	$120	$106	$82	$10[illegible]	$123

* Since 1983

** Reported costs only